

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2000/27489]

12 OCTOBRE 2000. — Circulaire relative à la définition du "territoire clôturé" visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 10°, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse. — Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 déterminant la hauteur des clôtures visées à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse. — Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier et fixant les conditions de destruction de grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse

Aux directeurs de la Division de la Nature et des Forêts du Ministère de la Région wallonne

La présente circulaire a pour but d'éclairer et de fournir des directives à l'ensemble du Corps forestier en relation avec les dispositions susvisées qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000, dont les applications sont étroitement liées et dont la raison légale vise à assurer le libre parcours du grand gibier dans l'ensemble de la Région wallonne tout en permettant de remédier aux dégâts de gibier dans les territoires qui resteraient clôturés au sens de la loi sur la chasse.

### **I. Interdiction de chasser dans un territoire clôturé. Définition du "territoire clôturé".**

Cette définition reprise à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 10°, de la loi sur la chasse est énoncée comme suit : "territoire clôturé : tout territoire ou partie de territoire de chasse délimité, de manière permanente ou temporaire, par un ou plusieurs obstacles empêchant le libre parcours de toute espèce de grand gibier".

***Par territoire clôturé, il faut entendre un territoire entièrement clos.***

Pour rappel, toute clôture ou élément de clôture visant à canaliser le grand gibier et à en faciliter soit la prise, soit le tir lors de la chasse tombe sous l'interdiction de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur la chasse.

La notion de LIBRE PARCOURS doit être comprise dans son contexte biologique. Le but du législateur est de permettre aux différentes espèces de pouvoir se déplacer entre les lieux de nourrissage, de repos et de reproduction.

### **II. Exceptions au principe d'interdiction de chasser dans un "territoire clôturé" (cfr Point I). — Arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 déterminant la hauteur des clôtures visées à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse (Moniteur belge du 10 juillet 1999).**

Les exceptions sont énoncées à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 2, de la loi sur la chasse. Elles visent exclusivement les "territoires clôturés" dont les clôtures sont installées à l'une des trois fins suivantes :

- la sécurité des personnes;
- la protection des cultures;
- le maintien du bétail.

Il convient de comprendre également dans la notion de bétail les animaux de rente.

La loi impose en outre une condition supplémentaire de hauteur. Celle-ci a été définie de la façon suivante par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 déterminant la hauteur des clôtures visées à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 2, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse :

- pour la sécurité des personnes : 5 m maximum;
- pour la protection des cultures : 1,2 m maximum;
- pour le maintien du bétail : 1,2 m maximum.

a. Ces différentes dispositions appellent un certain nombre de commentaires :

Cet arrêté du 3 juin 1999 détermine simplement la hauteur maximale des clôtures qui peuvent être considérées comme ayant été installées pour la sécurité des personnes (5 m) ou pour la protection des cultures ou le maintien du bétail (1,2 m) dans le seul contexte de l'application de la loi sur la chasse.

Notons également que l'exception prévue pour la protection des cultures ne vise que les productions agricoles, horticoles et exclut la sylviculture.

b. Pour ce qui concerne la protection des personnes, diverses situations de fait peuvent être prises en considération, notamment : clôture entourant une habitation pour mettre celle-ci à l'abri des malfaiteurs; clôture de sécurité autour d'un camp militaire; clôture située le long d'une route fréquentée, d'une autoroute, d'une zone de captage, etc ...

### **III. Possibilités de destruction.**

Dans les "territoires clôturés" où l'exercice de la chasse à tir du grand gibier est interdit, il existe par contre certaines possibilités de régulation des populations de grand gibier dans le cas de dégâts importants, existants ou imminents, à la végétation ou à l'élevage.

Ces possibilités sont définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier et fixant les conditions de destruction du grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Les commentaires des nouvelles dispositions introduites sont repris ci-après, article par article.

#### Article 19

L'article 19 limite les possibilités de destruction aux "territoires clôturés". Pour pouvoir détruire dans un territoire clos, il faut soit l'existence de dégâts, soit une menace imminente par rapport à la végétation ou à l'élevage. La destruction ne peut donc se faire d'une manière préventive ou continue.

L'autorisation éventuelle peut être accordée tant en période de fermeture qu'en période d'ouverture et tant de jour que de nuit, sur tout le territoire de la Région wallonne.

#### Article 20

Ces dispositions n'exigent aucun commentaire.

#### Article 21

La décision d'accorder une autorisation de destruction est prise par le directeur forestier du ressort mais seulement après avis du chef de cantonnement.

#### Article 22

Celui ou ceux qui effectuent la destruction doivent être titulaires d'un permis de chasse wallon valable au moment où l'acte de destruction est posé.

L'agrément par le propriétaire ou son ayant droit se fait au moyen de la liste des chasseurs qui est jointe à la demande d'autorisation de procéder à la destruction. Cette liste reprend notamment le numéro du permis de chasse de chaque personne agréée par le propriétaire (voir article 23, 1<sup>er</sup> alinéa, 3° et 6°, ainsi que l'annexe à laquelle celui-ci fait référence).

#### Article 23

- 1° Une motivation doit obligatoirement être annexée à la demande du propriétaire ou de son ayant droit.
- 2° Vu la difficulté éventuelle de définir exactement ce nombre, on peut se contenter ici d'un nombre approximatif de gibier à détruire.
- 3° Ceci constitue l'agrément par le demandeur des personnes qu'il choisit.
- 4° Il va de soi que celui qui nourrit, favorise le maintien et la concentration du gibier sur sa propriété, ce qui cause la plupart du temps des dégâts. Cette attitude est contradictoire au but recherché.
- 5° Cette disposition est semblable à celles existant en matière de Plan de Tir et en matière de nourrissage.
- 6° Aucun commentaire.

#### Article 24

Ces dispositions n'exigent aucun commentaire.

Le modèle d'autorisation n'est pas fixé par l'arrêté du 3 juin 1999. Dans un but de simplification et d'uniformisation, il sera fait usage du document dont modèle joint en annexe de la présente dépêche et appelé formulaire B à raison d'un formulaire par espèce et dont vous conserverez copie. Vous trouverez également en annexe un modèle de formulaire A à l'attention des demandeurs et qui reproduit exactement l'annexe de l'arrêté.

#### **IV. A qui appartient-il de faire ôter ou de rabaisser une clôture d'un "territoire clôturé" qui empêcherait l'exercice de la chasse ?**

Sauf disposition contractuelle attribuant une responsabilité particulière au chasseur-locataire à ce sujet, il appartient au propriétaire (quelle que puisse être sa nature) d'agir dans ce sens. Lorsque le bail place l'entretien de la clôture à charge du chasseur, cette seule charge ne peut être assimilée à l'obligation de rabattre ou de supprimer cette clôture.

Quant au Service forestier, il lui appartient de dresser un procès-verbal en cas d'infraction mais non pas de contraindre le propriétaire à faire ôter ses clôtures. Il lui est toutefois loisible d'avertir le propriétaire sur l'impossibilité de chasser dans ce territoire.

\*  
\* \*

Pour l'application des nouvelles dispositions, on agira dans un premier temps par l'information et l'avertissement plutôt que par le procès-verbal.

En cas de doute, on consultera par écrit l'administration centrale.

Enfin, dès l'établissement d'un procès-verbal un rapport reprenant les éléments de fait ainsi que la description précise de la situation litigieuse doit être systématiquement communiqué pour information, à l'Administration centrale, Division Nature et Forêts.

Namur, le 12 octobre 2000.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

—————  
Annexe

#### **FORMULAIRE A**

#### **Demande d'autorisation de procéder à la destruction par tir à balles de grand gibier dans un territoire clôturé visé à l'article 2<sup>ter</sup>, alinéa 1, de la loi sur la chasse**

Je soussigné ..... domicilié à .....  
propriétaire ou ayant droit du territoire clôturé sis à .....  
d'une contenance de .....ha, sollicite l'autorisation de détruire .....minimum (\*)  
et ..... maximum (\*) tête (s) de l'espèce (Cerf, Chevreuil, Sanglier, Daim, Mouflon) répartis  
en..... boisés et..... non-boisés. (\*\*)

Cette destruction en battue et/ou en traquette, à l'affût, à l'approche (\*\*), se fera aux dates et heures suivantes .....

Je joins en annexe la motivation qui justifie ma demande ainsi que la liste des chasseurs qui participeront à la destruction et qui sont titulaires d'un permis de chasse. Cette liste comprend leurs nom, prénom, domicile, avec chaque fois en regard le numéro de leur permis de chasse.

Par la présente, je certifie n'avoir procédé à aucun nourrissage et je m'engage formellement à ne pas y procéder dans le futur ainsi qu'à accepter la présence du Service forestier, en tout temps, aux fins de vérification de la situation des populations de gibier existantes et du caractère légal des opérations entreprises.

Date et signature.

(\*) Indiquer le nombre approximatif.

(\*\*) Biffer les mentions inutiles et utiliser un formulaire par espèce.

Direction de .....

**FORMULAIRE B****Autorisation de procéder à la destruction par tir à balles de grand gibier dans un territoire clôturé visé à l'article 2ter, alinéa 2, de la loi sur la chasse.**

M. ....  
domicilié à .....  
est autorisé à procéder ou faire procéder par les personnes dont la liste est jointe à sa demande du ..... à la destruction d'animaux appartenant à l'espèce .....  
dans son territoire clôturé sis à ..... aux conditions qui suivent :

1° du ..... au ....., tant de jour que de nuit.

2° nombre maximum d'animaux à abattre .....

3° nombre minimum d'animaux à abattre .....

4° le tir, obligatoirement à balles, se fera :

- à l'affût
- à l'approche
- en battue
- sans chiens
- avec chiens

Date .....

Le Directeur,

---

**VERTALING**
**MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST**

[C – 2000/27489]

**12 OKTOBER 2000. — Omzendbrief betreffende de definitie van het "afgesloten gebied" bedoeld in artikel 1, § 1, 10°, van de jachtwet van 28 februari 1882. — Besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de hoogte van de afsluitingen bedoeld in artikel 2ter, tweede lid, van de jachtwet van 28 februari 1882. — Besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 waarbij de bestrijding van sommige soorten wild wordt toegelaten en de voorwaarden worden bepaald tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld in artikel 2ter, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882**

Aan de directeurs van de Afdeling Natuur en Bossen van het Ministerie van het Waalse Gewest

Deze omzendbrief heeft als doel het gezamenlijke boskorps voorlichting en richtlijnen te geven in verband met de bovenvermelde bepalingen die in werking zijn getreden op 1 juli 2000, waarvan de respectieve toepassingsvelden nauw verbonden zijn en de wettelijke grondslag de vrije verplaatsing van grof wild in het hele Waalse Gewest beoogt, alsmede het herstel van de door het wild aangerichte schade in de gebieden die overeenkomstig de jachtwet afgesloten zouden blijven.

**I. Jachtverbod in een afgesloten gebied. Definitie van het "afgesloten gebied"**

De definitie opgenomen in artikel 1, § 1, 10°, van de jachtwet luidt als volgt : "afgesloten gebied : elk gebied of gedeelte van gebied dat voortdurend of voorlopig wordt afgebakend door één of meer hindernissen die de vrije verplaatsing van elk soort grof wild belet (ten)."

**Onder afgesloten gebied wordt verstaan een volledig omheind gebied :**

Ter herinnering : elke omheining of elk omheiningselement bestemd om grof wild te groeperen en om de vangst of het schieten ervan tijdens de jacht te vergemakkelijken, valt onder het verbod bedoeld in artikel 8, eerste lid, van de jachtwet.

Het begrip "VRIJE VERPLAATSING" dient in een biologische context te worden verstaan. De wetgever wil de verschillende diersoorten de mogelijkheid geven om zich te verplaatsen tussen de bijvoedings-, rust- en voortplantingsplaatsen.

**II. Uitzonderingen op het principe van jachtverbod in een "afgesloten gebied" (zie punt I). Besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de hoogte van de afsluitingen bedoeld in artikel 2ter, tweede lid, van de jachtwet van 28 februari 1882 (Belgisch Staatsblad van 10 juli 1999)**

De uitzonderingen worden vermeld in artikel 2ter, tweede lid, van de jachtwet. Ze betreffen uitsluitend de "afgesloten gebieden" waarvan de omheiningen om één van de drie volgende redenen worden geplaatst :

- de veiligheid van personen;
- de bescherming van teelten;
- het houden van vee.

Onder het begrip "vee" vallen ook gebruiksdieren.

Bovendien legt de wet een bijkomende voorwaarde op, namelijk de hoogte van de omheiningen. Het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot bepaling van de hoogte van de afsluitingen bedoeld in artikel 2ter van de jachtwet van 28 februari 1882 legt een maximale hoogte op van :

- 5 m voor de veiligheid van personen;
- 1,2 m voor de bescherming van teelten;
- 1,2 m voor het houden van vee.

Die bepalingen vragen om enige uitleg :

a. Bovenvermeld besluit van 3 juni 1999 bepaalt de maximale hoogte van de omheiningen die geplaatst werden voor de veiligheid van personen (5 m) of voor de bescherming van teelten of voor het houden van vee (1,2 m) alleen in het kader van de toepassing van de jachtwet.

Er dient eveneens te worden opgemerkt dat de uitzondering die voor de bescherming van teelten geldt, alleen landbouw- en tuinbouwteelten betreft en bosbouw uitsluit.

b. Wat de bescherming van personen betreft, kunnen verschillende gevallen in aanmerking worden genomen, met name : omheining rond een woning als bescherming tegen misdadigers; veiligheidsomheining rondom een legerkamp; omheining langs een veelgebruikte weg, een autosnelweg, een waterwingebied, enz.

### III. Bestrijdingsmogelijkheden

Voor de "afgesloten gebieden" waar het verboden is met het geweer op grof wild te schieten, wordt daarentegen voorzien in bepaalde middelen om de populatie van grof wild te regulariseren als het schade aanricht of dreigt aan te richten aan de vegetatie of de teelten.

Deze middelen worden omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 waarbij de bestrijding van sommige soorten wild wordt toegelaten en de voorwaarden worden bepaald tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld in artikel 2ter, eerste lid, van de jachtwet van 28 februari 1882.

De nieuwe bepalingen worden hierna artikelsgewijs besproken.

#### Artikel 19

Artikel 19 beperkt de bestrijdingsmogelijkheden tot de "afgesloten gebieden". De bestrijding in een afgesloten gebied wordt toegelaten als de vegetatie of de teelt beschadigd wordt of schade dreigt op te lopen. Er is dus geen sprake van preventieve of doorlopende bestrijding.

De eventueel verleende machtiging is geldig op het hele grondgebied van het Waalse Gewest, gedurende de sluitingsperiode en de openingsperiode van de jacht, zowel overdag als 's nachts.

#### Artikel 20

Deze bepalingen behoeven geen commentaar.

#### Artikel 21

De beslissing om een bestrijdingsmachtiging te verlenen wordt genomen door de Bosdirecteur van het gebied, evenwel alleen na advies van de houtvester.

#### Artikel 22

Voor de bestrijding van wild wordt een geldig Waals jachtverlof vereist.

De eigenaar of zijn rechthebbende verleent zijn erkenning aan de jagers die opgenomen zijn op de bij de aanvraag om bestrijdingsmachtiging gevoegde lijst. Deze lijst vermeldt met name het nummer van het jachtverlof van elke door de eigenaar erkende persoon (zie artikel 23, eerste lid, 3° en 6°, en de bijlage waarnaar dat artikel verwijst).

#### Artikel 23

1° De aanvraag van de eigenaar of van zijn rechthebbende moet gemotiveerd zijn.

2° Als het aantal te bestrijden wild niet precies te schatten is, volstaat een ruw geschat aantal.

3° Dit vormt de erkenning door de aanvrager van de personen die hij kiest.

4° Degene die het wild voedt, bevordert vanzelfsprekend de handhaving en de concentratie ervan op zijn eigendom, waardoor meestal schade ontstaat. Deze houding druist in tegen het nagestreefde doel.

5° Deze bepaling stemt overeen met die betreffende het afschotplan en de bijvoeding.

6° Geen commentaar.

#### Artikel 24

Deze bepalingen behoeven geen commentaar.

Het machtigingsformulier wordt niet opgemaakt overeenkomstig het besluit van 3 juni 1999. Om het eenvoudig en eenvormig te maken moet gebruik worden gemaakt van het document waarvan het model bij deze omzendbrief gaat (formulier B). Per diersoort mag één formulier worden gebruikt, waarvan u een afschrift moet bewaren. In bijlage vindt u ook een model van het formulier A dat voor de aanvragers bestemd is.

### IV. Wie mag een omheining van een "afgesloten gebied" die de jacht belet, verwijderen of verlagen ?

Die taak komt toe aan de eigenaar (ongeacht zijn hoedanigheid), behoudens contractuele beschikking op grond waarvan de jager-huurder een bijzondere verantwoordelijkheid draagt. Als de omheining krachtens de pachtovereenkomst door de jager onderhouden moet worden, mag die verplichting niet gelijkgesteld worden met de verplichting de omheining te verlagen of te verwijderen.

In geval van overtreding moet de bosdienst proces-verbaal opmaken, maar hij mag de eigenaar niet verplichten zijn omheiningen te verwijderen. Hij mag de eigenaar evenwel laten weten dat de jacht onmogelijk is in het gebied.

\*  
\* \*

Bij de toepassing van de nieuwe bepalingen krijgen informatie en waarschuwingen voorrang op het opstellen van processen-verbaal.

In geval van twijfel moet het centrale bestuur schriftelijk geraadpleegd worden.

Tot slot moet elk proces-verbaal systematisch vergezeld gaan van een verslag dat ter informatie wordt overgemaakt aan het Centrale Bestuur, Afdeling Natuur en Bossen. Dat verslag bevat de feitelijke gegevens en een uitvoerige omschrijving van het twistpunt.

Namen, 12 oktober 2000.

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

## Bijlage

**FORMULIER A****Machtigingsaanvraag om met scherp op grof wild te schieten  
in de afgesloten gebieden bedoeld in artikel 2ter, eerste lid, van de jachtwet**

Ondergetekende .....  
 woonachtig te .....  
 eigenaar (of rechthebbende) van het afgesloten gebied gelegen te .....  
 oppervlakte van ..... ha, vraagt hierbij de machtiging tot bestrijding van minimum ..... (\*) en  
 maximum ..... (\*) stuks van het soort (edelhert, ree, wild zwijn, damhert, moeflon), onderverdeeld  
 in ..... met gewei en ..... zonder gewei (\*\*).

Deze bestrijding bij klop- en/of drijfjacht, bij loer- en bersjacht (\*\*) zal plaatsvinden op de volgende dagen en  
 uren .....

In bijlage voeg ik de motivering van mijn aanvraag en de lijst van de jagers die deelnemen aan het bestrijden van het  
 wild en die over een jachtverlof beschikken. Die lijst bevat hun naam, voornaam, woonplaats en het nummer van hun  
 jachtverlof.

Hierbij bevestig ik dat ik het wild niet gevoederd heb en verbind ik mij er formeel toe het ook in de toekomst niet  
 te doen en de Bosdienst elk ogenblik toe te laten het bestand van de wildpopulaties te controleren en na te gaan of  
 overeenkomstig de wetgeving wordt gehandeld.

Datum en handtekening.

(\*) Het ruw geschatte aantal aangeven.

(\*\*) Schrappen wat niet past en één formulier per wildsoort gebruiken.

Directie van .....

**FORMULIER B****Machtigingsaanvraag om met scherp op grof wild te schieten  
in de afgesloten gebieden bedoeld in artikel 2ter, tweede lid, van de jachtwet**

Ondergetekende .....  
 woonachtig te .....  
 mag overgaan of door de personen vermeld op de bij zijn aanvraag van .....  
 gevoegde lijst laten overgaan tot de bestrijding van dieren van de diersoort .....  
 in zijn afgesloten gebied gelegen te .....  
 onder de volgende voorwaarden :

1° van ..... tot ....., zowel overdag als 's nachts.

2° maximum aantal te schieten dieren .....

3° minimum aantal te schieten dieren .....

4° er moet (verplicht) met scherp geschoten worden :

- bij aanzitjacht
- bij bersjacht
- bij drijfjacht
- zonder honden
- met honden

Datum .....

De Directeur.